

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

MAURICE BELLOM

La statistique internationale de l'assurance contre l'invalidité

Journal de la société statistique de Paris, tome 54 (1913), p. 664-675

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1913__54__664_0

© Société de statistique de Paris, 1913, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

IV

LA STATISTIQUE INTERNATIONALE

DE

L'ASSURANCE CONTRE L'INVALIDITÉ

*Rapport présenté et propositions soumises
à la session de Vienne (1913) de l'Institut international de Statistique*

PAR M. MAURICE BELLOM

PROFESSEUR A L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DES MINES DE PARIS

La Statistique internationale de l'assurance contre l'invalidité, qui fait l'objet du présent rapport, ne vise que l'invalidité *naturelle*, à l'exclusion de l'invalidité *accidentelle*. Elle ne s'applique donc qu'à la *réduction durable et importante de la capacité de travail* qui dérive, non d'un traumatisme consécutif à un accident, mais de l'usure générale de l'organisme au cours de l'existence humaine. Elle exclut la maladie, qui ne suppose qu'une *réduction de courte durée* de la capacité de travail, et elle comprend la vieillesse comme un cas particulier de l'invalidité, en raison de la fiction législative qui présume affaiblies à partir d'un âge avancé les forces du travailleur.

Eu égard à la complexité et à la nouveauté du sujet, il semble convenable d'exposer d'abord les principes, puis de signaler des exemples.

A. PRINCIPES

L'organisation légale des retraites ouvrières d'invalidité oblige les législateurs de tous les pays à calculer les charges probables et à déterminer les ressources nécessaires pour y faire face. Quel que soit le mode de constitution de celles-ci, qu'elles soient fournies par des cotisations des travailleurs, par des versements des patrons ou par des subsides de l'État, il est nécessaire d'en connaître la valeur totale pour procéder à la fixation des tarifs de cotisations et à la détermination des recettes supplémentaires que l'État doit demander à l'impôt si elles ne lui sont pas données par des plus-values budgétaires ou par des économies d'une suffisante régularité. La gravité de la question réside à la fois dans l'importance de la valeur absolue des sommes en jeu et dans leur ascension durant un certain nombre d'années. En effet, durant les premières années d'application d'un régime de retraite, les nouvelles promotions de pensionnés viennent grossir les rangs des anciennes avant que des décès n'aient, en nombre suffisant, diminué le nombre des bénéficiaires, et ce

n'est qu'au bout d'une période d'ordinaire évaluée à 80 ans que les disparitions causées par la mort compensent l'afflux des nouveaux retraités. Il ne suffit donc pas de mesurer les capacités financières d'après les ressources que réclame le service des pensions à l'origine de la mise en vigueur du système; on doit prévoir une aggravation de l'effort qui sera demandé aux cotisants, c'est-à-dire soit aux chefs d'entreprise, soit aux assurés, soit à la collectivité.

Ces prévisions exigent la connaissance de certains éléments de calcul. Il est donc indispensable, pour l'organisation rationnelle d'un système de prévoyance légale :

- 1° De définir les éléments nécessaires au calcul des charges probables;
- 2° De rechercher les moyens d'obtenir ces éléments.

Or :

a) La définition de tels éléments de calcul suppose la connaissance du mode d'évaluation des charges;

b) La recherche des moyens de les obtenir comporte successivement l'étude des données déjà fournies par les législations en vigueur, la constatation des lacunes éventuelles et la détermination des moyens susceptibles de les combler.

En d'autres termes, il convient :

- 1° D'établir les formules qui servent de base à l'évaluation des charges;
- 2° D'indiquer les éléments nécessaires à la mise en œuvre de ces formules;
- 3° D'énumérer ceux de ces éléments qui sont fournis par l'application des systèmes existants;
- 4° De signaler ceux de ces éléments qui, par contre, ne se dégagent point de constatations que permettrait l'expérience actuelle;
- 5° D'aboutir ainsi à l'établissement d'un cadre général qui réponde à tous les desiderata de l'œuvre législative.

Ces cinq ordres de questions constituent les parties successives du programme à remplir pour l'établissement du cadre d'une statistique internationale de l'assurance contre l'invalidité.

Ils doivent former la division logique de la présente étude.

I

FORMULES D'ÉVALUATION DES CHARGES FINANCIÈRES

Les formules d'évaluation des charges financières dépendent évidemment du système financier adopté pour la constitution des ressources nécessaires au service des pensions.

Les systèmes principaux en présence sont :

- 1° Celui de la répartition des allocations annuelles ou, plus brièvement, de la *répartition*;
- 2° Celui de la répartition des capitaux ou de la *couverture*;
- 3° Celui des primes ou de la *capitalisation*.

1° Système de la répartition

Le système de la répartition n'exige que le calcul, en fin d'année, du montant total des allocations servies et la répartition de ce montant entre tous les assurés,

cette répartition étant effectuée soit par tête, si les allocations sont égales, soit au prorata des salaires, si les allocations sont proportionnelles aux salaires

Si donc on désigne par :

- A le montant total des allocations servies dans l'année;
- N le nombre des assurés;
- S le montant total des salaires annuels;
- s le montant du salaire annuel d'un assuré,

La charge par assuré est :

1° Lorsque les allocations sont égales :

$$\frac{A}{N}$$

2° Lorsque les allocations sont proportionnelles au salaire :

$$\frac{A}{S} \times s$$

2° Systeme de la couverture.

Si l'on désigne par :

R_x la valeur du capital qui correspond a une pension annuelle égale a l'unité, payable par avance, pour l'année entière, a un individu d'âge x ;

aR_x la valeur du capital qui correspond a une pension annuelle égale a l'unité, payable par avance, par fraction d'année égale a $\frac{1}{n}$,

L_x le nombre des pensionnés d'âge x ;

s_x le rapport $\frac{L_x - L_{x+1}}{L_x}$;

p le taux de l'intérêt;

q le rapport $\frac{100 + p}{100}$,

on a, d'après des formules connues (1) :

$$\alpha = \frac{q}{n} \left[\frac{n-1}{1 + (n-1)q} + \frac{n-2}{2 + (n-2)q} + \frac{n-3}{3 + (n-3)q} + \dots \right] \quad (1)$$

$${}^aR_x = R_x - \alpha$$

$$R_x = 1 + \frac{L_{x+1} R_{x+1}}{L_x \times q} = 1 + \frac{1 - s_x}{q} R_{x+1} \dots \quad (2)$$

Or n et q sont des données du problème ; α est donc connu par la relation (1).

Dès lors, la question se ramène à la recherche des valeurs successives de R_x .

Or, le capital consécutif de la pension est égal aux arrérages annuels pour l'âge le plus élevé ; donc, d'après les notations ci-dessus, R_x est égal à l'unité pour la

(1) Voir Maurice BITTON, *Les lois d'assurance ouvrière en l'étranger*, livre II, p 33 et 35.

valeur maxima de x Par suite, en raison de la relation (2), les valeurs successives de R_x seront connues, si celles de s_x le sont

D'autre part, d'après sa définition, s_x représente la probabilité de cessation du service de la pension.

3° Systeme de la capitalisation.

Si l'on désigne par

A_x le nombre des valides,

J_x le nombre de ces valides qui deviennent invalides au cours de l'année d'âge $(x + 1)$,

et si l'on pose

$$C_x = 0,4893 - 0,1428 s_x + \left(1 - \frac{s_x}{2}\right) \frac{R_{x+1}^{\frac{1}{2}}}{q} \quad (3)$$

la valeur actuelle de tous les arrérages mensuels à payer à l'un de ces valides depuis la survenance de son invalidité jusqu'à son décès ou à la cessation de l'invalidité ressort (1) à

$$Q_x = \frac{\sum_{h=0}^{\infty} J_{x+h} C_{x+h}}{\frac{A_x}{q}} \quad (4)$$

et le capital correspondant aux cotisations, chacune égales à l'unité, versées par un valide d'âge x , ressort à

$$B_x = \frac{\sum_{h=0}^{\infty} A'_{x+h}}{A'_x} (\alpha + q\beta) - \left(q\beta + \frac{1}{52}\right)$$

α et β ayant les valeurs suivantes

$$\alpha = \frac{1}{52^2} \left(52 + \frac{51}{q^{1/2}} + \frac{50}{q^3} + \frac{1}{q^{1/2}} \right)$$

$$\beta = \frac{1}{52^2} \left(\frac{1}{q^{3/2}} + \frac{2}{q^{5/2}} + \frac{51}{q^{1/2}} \right)$$

Si donc on désigne par

b le montant de la prime nécessaire pour faire face aux charges ;

N le nombre total des assurés ;

n_x le nombre des assurés d'âge x

on a :

$$b = \frac{\sum_{h=0}^{\infty} n_{x+h} Q_{x+h}}{\sum_{h=0}^{\infty} n_{x+h} B_{x+h}}$$

(1) MAURICE BÉLÉCOM, *ibid*, livre III, p 36

II

ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES A LA MISE EN ŒUVRE DES FORMULES D'ÉVALUATION DES CHARGES FINANCIÈRES

D'après ce qui précède, les formules d'évaluation des charges financières se rapportent à trois systèmes financiers principaux.

1° Système de la répartition.

Dans le système de la répartition, aucune prévision n'est nécessaire, puisque les contributions sont demandées aux débiteurs en raison des besoins constatés d'après les sinistres survenus.

2° Système de la couverture.

Dans le système de la couverture, la valeur des capitaux constitutifs des pensions peut, d'après la relation (2), être connue, si les quantités q et s_x sont connues, c'est-à-dire si l'on connaît :

- 1° Le taux de l'intérêt ;
- 2° La loi de cessation du service de la pension.

Or :

a) Le taux de l'intérêt est une donnée dont la détermination est subordonnée à des considérations d'ordre économique ;

b) La loi de cessation du service de la pension appelle les observations suivantes :

1° La probabilité à déterminer est le rapport entre le nombre des personnes pour lesquelles le service de la pension a pris fin au cours d'une année, et le nombre total des pensionnés. Or, les diverses années n'offrent pas des conditions d'observation identiques : durant l'année au cours de laquelle la pension est accordée, la pension n'est servie que pendant une fraction d'année ; une telle année offre à l'observation un caractère d'incertitude ; mais il est admissible d'en faire abstraction, si les données d'observation sont assez nombreuses. En d'autres termes, les observations peuvent être limitées aux années durant l'intégralité desquelles la pension peut être servie, et, par suite, durant l'intégralité desquelles le service de la pension peut prendre fin ;

2° Les individus à observer peuvent être groupés par âge dans des limites déterminées. En effet, l'âge moyen des personnes nées dans l'année de millésime y qui, pensionnées depuis l'année de millésime $(j - 1)$, touchent encore la pension au début de l'année de millésime j , est :

$$j - \left(y + \frac{1}{2} \right) \text{ années}$$

L'âge x qu'elles auront accompli dans le cours de l'année de millésime j est égal à $(j - y)$.

On a donc :

$$j - \left(y + \frac{1}{2}\right) = x - \frac{1}{2}$$

Or, l'âge moyen des personnes nées dans l'année de millésime $(y + 1)$ qui, pensionnées depuis l'année de millésime $(j - 1)$, touchent encore leur pension au début de l'année de millésime $(j + 1)$ est :

$$(j + 1) - \left[(y + 1) + \frac{1}{2}\right] = j - \left(y + \frac{1}{2}\right) = x - \frac{1}{2}$$

On trouve la même valeur pour les personnes nées dans l'année de millésime $(y + 1)$ qui, pensionnées depuis l'année de millésime j , touchent encore leur pension au début de l'année de millésime $(j + 1)$.

Ainsi, ces trois groupes de personnes de même âge peuvent être réunis en un seul.

3° *Système de la capitalisation.*

Dans le système de la capitalisation, le montant de la prime nécessaire au service de la pension peut-être calculé à l'aide de la relation (5) rapprochée des relations (3) et (4), si l'on connaît q , s_x et z , c'est à-dire si l'on connaît :

- 1° Le taux de l'intérêt ;
- 2° La loi de survenance de l'invalidité ;
- 3° La loi de cessation du service de la pension.

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'intervention des éléments qui précèdent est dominée par le souci de la péréquation des charges et des ressources.

Les charges dérivent du nombre des pensionnés et de la valeur individuelle des pensions, valeur qui dépend de l'âge du pensionné à son entrée dans l'invalidité et de sa survie ou de la durée qui s'écoule jusqu'au recouvrement de la validité.

Les ressources résultent du nombre des assurés qui cotisent et de la durée de leurs versements, c'est-à-dire du nombre des valides et de la durée de validité dont la fin est marquée par la mort du valide ou par le début de son invalidité.

Dès lors, les éléments dont la connaissance est nécessaire à l'établissement de l'équilibre financier sont :

- 1° La probabilité de la survenance de l'invalidité ;
- 2° La probabilité du décès de l'invalidé ;
- 3° La probabilité du retour à la validité ;
- 4° La probabilité de validité ;
- 5° La probabilité du décès du valide ;

Au reste, ces éléments varient, non seulement avec la profession de l'assuré, mais encore avec son âge.

En conséquence, il convient de dresser une quintuple série de tables par âge d'assuré pour chaque profession, savoir :

- 1° Tables d'invalidité ;

- 2° Tables de mortalité d'invalides ;
- 3° Tables de retour à la validité ;
- 4° Tables de validité ;
- 5° Tables de mortalité de valides ;

III

ÉLÉMENTS FOURNIS PAR L'APPLICATION DES SYSTÈMES EXISTANTS

Parmi les éléments nécessaires à la mise en œuvre des formules d'évaluation des charges financières, certains sont fournis par l'application des systèmes existants ; ils s'en dégagent soit sous forme de tables, soit sous forme de statistiques.

1° TABLES :

Sans revenir sur l'historique des tables qui interviennent en matière d'assurance contre l'invalidité (1), il suffit de mentionner, dans chacune des cinq séries énumérées plus haut, les tables qui offrent à l'heure actuelle un intérêt pratique soit par la mise en œuvre dont elles ont été l'objet dans la préparation des lois en vigueur ou en cours d'élaboration, soit par le caractère récent de leur apparition.

Il convient de rappeler que, l'invalidité envisagée dans la présente étude étant exclusivement l'invalidité naturelle, il n'y a point lieu de mentionner les tables qui, comme les tables françaises ICF et CRI, ont été dressées pour l'application de la législation sur les accidents du travail.

a) TABLES D'INVALIDITÉ.

La plupart des tables d'invalidité sont spéciales à des professions déterminées. C'est ainsi que les tables de Behm, Gerkrath, Zimmermann, Bentzien et Kihm sont spéciales au personnel des chemins de fer ; celles de Zeuner, Küttner, Caron, Morgenbesser, Münscher et Kaan, au personnel des mines ; celles de Wolf, au personnel des Postes et Télégraphes ; celles de Zillmer, aux ouvriers mécaniciens et métallurgistes.

Seules, la table de Behm (table d'invalidité allemande de 1888) et la table d'invalidité allemande 1899 s'appliquent à toutes les professions.

De plus, les tables de Zimmerman, relatives au personnel des chemins de fer, et la table allemande de 1899 sont les seules qui portent sur un personnel suffisamment étendu.

Enfin, toutes les tables, sauf la table allemande de 1899, visent l'invalidité en général, sans distinguer l'invalidité naturelle de l'invalidité accidentelle ; seule, la table d'invalidité allemande de 1899 ne vise que l'invalidité naturelle.

b) TABLES DE MORTALITÉ D'INVALIDES.

La plupart des tables de mortalité d'invalides sont spéciales à des professions déterminées. C'est ainsi que les tables de Wiegand, Behm, Gerkrath, Zimmermann,

(1) Voir sur cette question Maurice BELLOM, *loc. cit.*, livre III, p. 38 et suivantes.

Bentzien et Kihm sont spéciales au personnel des chemins de fer, et celles de Küttner, Caron, Morgenbesser, Münscher et Kaan, au personnel des mines.

Seules, les tables allemandes de 1899, 1900 et 1906 (1) s'appliquent à toutes les professions.

De plus, les tables autres que les tables allemandes ne distinguent pas les âges à l'entrée dans l'invalidité.

Enfin, la table allemande de 1906 est la seule qui tienne compte des sexes.

c) TABLES DE RETOUR A LA VALIDITÉ.

La probabilité de retour à la validité n'a été l'objet que de recherches isolées et restreintes à des professions déterminées : telles sont les tables de Küttner et de Münscher relatives au personnel des mines.

d) TABLES DE VALIDITÉ.

Les tables de validité, qui donnent la probabilité d'être encore valide à un âge déterminé, peuvent se déduire (2) d'une table de mortalité générale de la population tant valide qu'invalides, d'une table d'invalidité et d'une table de mortalité d'invalides.

Elles n'appellent donc aucune observation autre que celles qui sont formulées dans le cours de la présente étude relativement aux tables dont elles se déduisent.

e) TABLES DE MORTALITÉ DE VALIDES.

La plupart des tables de mortalité de valides sont spéciales à des professions déterminées. C'est ainsi que celles de Zimmermann et de Kihm sont spéciales au personnel des chemins de fer ; celles de Küttner, Caron, Morgenbesser, Münscher et Kaan, au personnel des mines.

Seules, les tables allemandes de 1888 et de 1899 s'appliquent à toutes les professions.

De plus, les tables de Zimmermann, relatives au personnel des chemins de fer, et la table allemande de 1899 sont les seules qui portent sur un personnel assez nombreux ; mais, à la différence des précédentes, les tables allemandes de 1888 et 1899 résultent, non d'observations directes, mais de calculs basés sur l'emploi d'autres tables.

2° Statistiques.

La législation allemande est la seule qui, par l'étendue de son domaine et la durée de son application, fournisse des résultats statistiques d'une valeur appréciable.

(1) *Ämtliche Nachrichten des Reichsversicherungsamtes*, 1906. 1. Beiheft.

(2) Maurice BELLON, *loc. cit.*, livre III, p. 79.

La statistique de l'assurance contre l'invalidité en Allemagne présente :

1° Une statistique générale d'assurance ;

2° Une statistique générale d'invalidité ;

I STATISTIQUE GÉNÉRALE D'ASSURANCE. — La statistique générale d'assurance résulte des publications annuelles de l'Office impérial des assurances dans son Journal officiel.

Elle comprend :

1° Un état annuel du fonctionnement des établissements d'assurance ;

2° Les résultats du règlement de compte des allocations et de la répartition des charges ;

3° L'état du mode de placement de l'avoir des établissements d'assurance ;

4° L'état de l'emploi de l'avoir en placements d'utilité sociale ;

5° La statistique des soins médicaux ;

6° Le rapport annuel de l'Office impérial.

A. *L'état annuel du fonctionnement des établissements d'assurance* comprend cinq tableaux principaux qui donnent, pour chaque établissement d'assurance :

Le premier : les éléments de l'organisation de l'assurance (savoir : nombre des membres du Comité directeur, des auxiliaires du Comité directeur, des employés principaux ou subalternes, des employés de contrôle, des membres de la Commission, des présidents et vice-présidents des bureaux de pensions, des assesseurs des bureaux de pensions ou des autorités administratives inférieures, des personnes — employés ou gens de service — occupées dans les établissements thérapeutiques ; nombre des tribunaux arbitraux et de leurs assesseurs ; nombre des bureaux de vente de timbres installés par l'établissement d'assurance) ; les éléments du fonctionnement de l'assurance (organes de recouvrement des contributions, cartes-quittances délivrées, pensions déterminées, remboursements de contributions accordés) ;

Le second : le détail des recettes et des dépenses ; deux tableaux annexes sont relatifs aux dépenses du traitement médical, l'un au dehors, l'autre à l'intérieur des maisons d'invalides ;

Le troisième : les éléments de la situation financière à la fin de l'exercice ;

Le quatrième, qui se décompose en trois tableaux respectivement affectés aux pensions d'invalidité permanente, aux pensions d'invalidité temporaire et aux pensions de vieillesse : le nombre des nouveaux pensionnés de l'exercice et le montant des pensions correspondantes exprimé, pour l'ensemble, en nombre de pensions, en montant des arrérages annuels et (sauf pour les pensions d'invalidité temporaire) en montant du capital, puis, en détail, en distinguant, pour l'invalidité, onze groupes d'âge, de cinq années chacun, depuis l'âge de vingt ans jusqu'à celui de soixante-dix et au dessus et, pour la vieillesse, cinq groupes d'âge annuels depuis l'âge de soixante-dix ans jusqu'à celui de soixante-quatorze, puis quatre groupes de cinq années depuis l'âge de soixante-quinze ans jusqu'à celui de quatre-vingt-dix ans et au dessus ;

Le cinquième, qui se décompose en trois tableaux respectivement affectés aux remboursements de contributions en cas de mariage, d'accident ou de décès : le nombre des cas, le montant des remboursements, en distinguant : 1° pour les cas

de mariage et d'accident, douze groupes d'âge, savoir un groupe d'âge au-dessous de vingt ans, dix groupes d'âge, de cinq années chacun, de vingt à soixante-dix ans, et un groupe d'âge au-dessus de soixante-dix ans; 2° pour les cas de décès, les mêmes groupes d'âge à l'exception du premier.

B. Les résultats du règlement de compte des allocations et de la répartition des charges sont fournis par dix tableaux qui donnent, pour chaque établissement d'assurance :

Le premier : le montant des pensions à répartir ;

Les trois suivants : le montant des capitaux à calculer pour l'évaluation des charges respectives de l'Empire, de la fortune commune et de la fortune particulière des établissements d'assurance ;

Le cinquième : les bases de répartition des pensions ;

Le sixième : le résultat de la répartition des pensions ;

Les deux suivants : le calcul de la charge commune et de la charge particulière qui proviennent des pensions, pour chacun des établissements d'assurance ;

Le neuvième : le calcul des charges provenant des remboursements de contributions ;

Le dixième : le calcul des charges incombant tant à l'Empire qu'à chacun des établissements d'assurance.

C. L'état du mode de placement de l'avoir des établissements d'assurance est donné dans cinq tableaux qui indiquent, pour chacun des établissements d'assurance, le montant des divers placements (valeurs, prêts, immeubles) et, pour l'ensemble des établissements d'assurance, le taux du revenu effectif des placements en valeurs et en prêts et la répartition proportionnelle des placements d'après leur nature.

D. L'état de l'emploi de l'avoir en placements d'utilité sociale est compris dans deux tableaux qui donnent, pour chacun des établissements d'assurance :

Le premier : la situation, en fin d'exercice, des sommes affectées soit au crédit agricole, soit à des institutions philanthropiques (constructions d'établissements de traitement ou de convalescence, abattoirs, canalisations d'eau, associations d'épargne et de consommation, etc.), soit à la construction de maisons ouvrières, soit à l'organisation d'établissements thérapeutiques appartenant en propre aux établissements d'assurance ;

Le second : la comparaison, quant à leur importance relative, des placements sociaux et des autres placements des établissements d'assurance.

E. La statistique des soins médicaux indique l'étendue et les effets des soins médicaux que les établissements d'assurance donnent à leurs assurés. La statistique annuelle est révisée tous les cinq ans. La statistique quinquennale distingue les soins permanents, c'est-à-dire qui résultent d'un traitement rationnel dans des hôpitaux ou des maisons de convalescence, dans des stations balnéaires ou même au domicile de l'assuré, et les soins temporaires, c'est-à-dire qui résultent des consultations données par le médecin dans son cabinet et des mesures qui se réduisent à une opération unique ou sont dépourvues de continuité (telles que fournitures de médica-

ments ou de membres artificiels) : parmi les soins permanents figurent, à titre de dépenses, les frais de gestion relatifs aux soins médicaux et, si l'établissement d'assurance possède une installation thérapeutique, l'intérêt des frais de construction et d'achat

La statistique des soins permanents est fournie par 43 tableaux, dont le premier consacré à des résultats d'ensemble sur l'étendue et le coût des soins pour l'année considérée, et par deux séries de 21 tableaux affectées l'une à la tuberculose pulmonaire, l'autre aux maladies diverses. Chaque série indique : 1° pour l'année considérée, l'étendue et le coût des soins ; 2° le résultat des soins permanents lorsque le traitement a pris fin dans l'année considérée ; 3° le résultat des soins permanents à la fin de ladite année ; 4°, 5°, 6° et 7°, pour les quatre années précédentes respectivement, les résultats des soins permanents à la fin de chacune des périodes constituées par l'une de ces années et successivement chacune de celles qui l'ont précédée. Chacune de ces sept catégories d'éléments motive l'établissement de trois tableaux qui visent respectivement l'ensemble des assurés et les assurés par sexe. La statistique des soins permanents indique, pour la tuberculose pulmonaire, d'une part, et pour les autres maladies, d'autre part, le nombre des cas où l'allocation d'une pension d'invalidité a été ou n'a pas été évitée grâce aux soins médicaux, le nombre des jours de traitement, ainsi que les dépenses correspondantes. La statistique des soins temporaires n'indique, au contraire, que le nombre des personnes qui ont été soignées et le montant des dépenses.

F. *Le rapport annuel de l'Office impérial des assurances* présente les résultats du fonctionnement des tribunaux arbitraux, d'une part, et de l'Office impérial d'autre part.

II. STATISTIQUE GÉNÉRALE D'INVALIDITÉ. — La statistique générale d'invalidité (1) comprend 19 tableaux en deux séries, dont l'une fournit des nombres absolus et l'autre, des nombres relatifs.

La première série comprend onze tableaux qui indiquent, en nombres absolus, avec la distinction de chaque sexe, le nombre des pensionnés classés :

1° Par âge d'année en année de vingt à soixante-neuf ans inclus, et par cause d'invalidité (le nombre des causes étant de 28) ;

2° Par groupe de professions (le nombre des groupes étant de 6) et par cause d'invalidité ;

3° Par établissement d'assurance et par cause d'invalidité ;

4° Par groupe de professions et par âge d'année en année, de vingt à soixante-neuf ans inclus ;

5° Par établissement d'assurance et par groupe de professions ;

6° Par établissement d'assurance et par âge d'année en année, de vingt à soixante-neuf ans inclus ;

7° Dans chaque groupe de professions, par groupe d'âge (le nombre des groupes étant de 10, de cinq en cinq années, entre vingt et soixante-neuf ans) et par cause d'invalidité ;

(1) *Statistik der Ursachen der Erwerbsunfähigkeit.*

8° Dans chaque établissement d'assurance, par groupe de professions et par groupe d'âge;

9° Dans chaque établissement d'assurance, par groupe de professions et par cause d'invalidité;

10° Dans chaque établissement d'assurance, par groupe d'âge et par cause d'invalidité;

11° Dans chaque établissement d'assurance, par groupe de professions, par groupe d'âge (le nombre des groupes étant de 14, de cinq en cinq années, entre vingt et quatre-vingt-neuf ans) et par cause d'invalidité.

La seconde série comprend huit tableaux qui indiquent, en nombres relatifs rapportés au nombre des pensionnés, les données fournies par les huit premiers tableaux, mais seulement par groupe d'âge de cinq en cinq années, entre vingt et soixante-neuf ans.

Des graphiques en couleur figurent, pour chaque sexe, la répartition des cas d'invalidité par groupe d'âge de cinq en cinq années, d'une part, dans l'ensemble puis par groupe d'industries et, d'autre part, par cause d'invalidité.

Une première statistique d'invalidité, relative aux années 1891 à 1895, a été publiée en 1898 (1); une seconde statistique d'invalidité, relative aux années 1896 à 1899, a été publiée en 1904 dans le même but et d'après le même cadre que la première (2).

(A suivre.)

Maurice BELLOM.
